

La situation politique au Brésil suite à l'élection de Jair Bolsonaro suppose une réflexion sérieuse des militants ouvriers et un bilan politique de la séquence. Ce qui se passe au Brésil ne concerne pas seulement le Brésil, mais bien le mouvement ouvrier du monde entier. Nous vous proposons dans ce numéro une compilation des articles publiés par APLutSoc sur le sujet depuis 2016, afin d'alimenter cette réflexion.

Sommaire du Numéro Spécial BRÉSIL

- Éléments de réflexion sur la situation brésilienne, 31/10/18, Puis, dans l'ordre chronologique :
- Remarques sur le Brésil, 3/04/16,
- Brésil, vers une riposte au « coup d'État » ? 24/04/16,
- Brésil, après le limogeage de Dilma Rousseff, 16/05/16,
- Washington, Brasilia : la gouvernance agonise !, 21/05/17,
- Brève : Lula. 8/04/18,
- Brésil: la démocratie c'est LULA CANDIDAT !, 9/08/18,
- #EleNào : lutte des classes, lutte des femmes au Brésil, 6/10/18,
- Brésil : soyons clairs et nets, 11/10/18,
- Brésil, des pleurs au combat, 27/10/18,
- A la veille des élections au Brésil, second tour, 27/10/18,
- EleNao, la lutte commence, 28/10/18

Éléments de réflexion sur la situation brésilienne.

C'est une lutte qui s'engage au Brésil et par rapport au Brésil. Toute lutte réelle suppose conscience et débat. Loin de taire les problèmes, elle exige de les poser et de les traiter. Le présent texte aborde, à chaud, et au vu des réactions immédiates, plusieurs points nécessaires pour un tel débat visant à la lutte.

1. Le fascisme.

La prise de conscience du caractère fasciste de Bolsonaro est largement répandue. Mais que faut-il entendre par fascisme ? Ce ne sont pas en effet seulement les propos détestables et la violence que porte ce personnage qui suffisent à porter une telle caractérisation.

Ce sont trois choses : la mobilisation de « hordes » du type petite-bourgeoisie, lumpen-prolétariat, couches désaxées du prolétariat, contre la démocratie, le mouvement ouvrier et la culture ; une visée d'écrasement de la société ; et le financement par le grand capital. Ces trois composantes sont bel et bien réunies ici.

Les « hordes » menacent d'écraser le mouvement ouvrier, paysan et

étudiant et menacent aussi les femmes, les gays et lesbiennes, les Indiens. Leur composante sociale principale est donnée par ces classes moyennes qui se sont enrichies, parfois plus et parfois moins, dans les années 2000 (les années Lula !) et qui sont à présent menacées dans leurs quelques gains, complétées par la pègre et ses clientèles pauvres, et étayées par la police et l'armée. Il n'y a pas de forces organisées à l'échelle du pays, mais les Églises évangélistes et pentecôtistes jouent en partie ce rôle.

La visée est symbolisée par le geste fétiche de Bolsonaro et de ses partisans : mimer un tir au pistolet, « pan, pan ! ». Sur le plan idéologique nous avons affaire à un ultra-libéralisme : c'est la

guerre de tous contre tous qui est préconisée. Prétendre ainsi mettre fin à l'insécurité est bien entendu une sordide plaisanterie, sauf à commettre des massacres, après lesquels l'insécurité régnera à nouveau.

Quand au financement par le grand capital, il est plus flagrant que jamais.

Mais, ces précisions étant acquises, on a souvent entendu ces jours-ci que « le Brésil est devenu fasciste », ou, pire, que « le peuple brésilien a choisi le fascisme ». Combattre le fascisme exige qu'on ne joue pas à se faire peur et qu'on évalue le rapport de force : ces affirmations, parfois dictées par l'émotion, sont fausses et donc contre-productives.

Elles traduisent en partie une sorte de sidération due à la difficulté à comprendre comment on en est arrivé là, mais elles risquent d'empêcher cette compréhension.

Comment en est-on arrivé là ? Un jeune et puissant mouvement ouvrier a porté son parti, le PT, au pouvoir au Brésil, mais en même temps qu'il grandissait, il reproduisait les traits bureaucratiques des partis dominant ce même mouvement ouvrier alors, dans le reste du monde, et passait des compromis avec l'ordre existant : respect, non seulement du capitalisme, mais du « remboursement » de la dette extérieure, et finalement large

début de corruption. La déception a démobilisé la base, et les classes moyennes des années 2000 se sont mobilisées contre la corruption. Les partis bourgeois, préservés par le PT et jusque là ses alliés, ont monté un coup d'État juridique pour s'en débarrasser. Et là, le processus leur a échappé et les grands capitalistes et propriétaires ont vu la possibilité d'un écrasement physique de ce jeune et puissant mouvement ouvrier – et paysan, par le moyen de Bolsonaro. Sa force vient de la faiblesse du camp de classe adverse, à cause de la politique de ses organisations, et cela lui a permis de mobiliser une base de masse : là est le principal danger. Mais au jour d'aujourd'hui, « le fascisme » n'a pas écrasé le mouvement ouvrier, paysan étudiant, féministe ... du Brésil. Ce n'est pas fait. **Il faut donc arrêter les lamentations** : l'heure est à la conscience, à l'organisation, à la lutte, pour résister et contre-attaquer.

2. Les armes.

Dans ces conditions, la question à la fois la plus aiguë politiquement et la plus immédiate est celle des armes, de l'armement, des syndicalistes, des organisations, des sans-terre, de leurs locaux, de leurs quartiers. C'est la plus immédiate parce qu'elle découle de la nécessaire auto-défense : ils risquent d'être attaqués ou le sont déjà. Mais c'est la plus aiguë politiquement parce que les directions de leurs organisations, à

commencer par le PT et la CUT, soit évitent d'en parler, soit excluent qu'on l'envisage car ce serait « la violence ». De plus, parler des « armes », surtout en Amérique du Sud, évoque toute l'histoire de la guérilla qui n'est pas seulement héroïque mais qui fait aussi fonction de repoussoir.

Inversement, Bolsonaro a annoncé sa première mesure, conforme à la culture du flingue qu'il distille et dont ses supporters raffolent : la liberté généralisée du port d'arme, déjà largement existante dans les faits.

Du coup, il est normal et légitime d'opposer à cette culture de la violence et des armes la revendication de paix et d'amour, et aussi de culture. Justement, une banderole dans une université, avec les mots « Moins d'armes et plus de livres », a été enlevée par la police, jugeant, d'ailleurs à juste titre, que c'était un slogan politique anti-Bolsonaro. Mais cela ne démontre-t-il pas que pour avoir plus de livres, il faut ... des armes ?

Chacun comprend en réalité que les appels de Bolsonaro à l'armement visent ses partisans, les milices des latifundiaires pour tuer les sans-terre et terroriser les ouvriers agricoles, et les bandes de nervis contre les libertés. La culture des armes de Bolsonaro, soit-disant sécuritaire, est celle-là même de l'insécurité généralisée, police et milices paramilitaires tuant plus que les délinquants ou

supposés tels, à l'instar de ce que fait son modèle Duterte, aux Philippines, mais aussi des assassinats commis par les bandes du régime (les *Opérations de Sûreté Populaire* à masques à tête de mort) contre la jeunesse et les quartiers pauvres au Venezuela.

La manière de s'armer qu'il faut opposer à ces pratiques, c'est l'autodéfense collective démocratique. Il ne s'agit donc pas de former des commandos de guérilleros virils se substituant aux masses organisées. Il n'y a d'issue que dans leur lutte, leur conscience et leur organisation, incluant leur armement. La voie qui y mène est celle des comités unitaires regroupant toutes les organisations ouvrières, paysannes, étudiantes, de sans-toits, féministes, LGBT. Mais elle y mène, il est nécessaire de le dire, de le mettre en débat.

3. Les élections.

Un élément de désarroi et de démoralisation vient de ce que Bolsonaro a gagné des élections. Même si l'on fait remarquer que près de 30% ont refusé de voter (soit en n'allant pas voter alors que le vote est obligatoire ou par le vote blanc ou nul, le tout dépassant les 40% dans des villes comme Sao Paulo), et d'autre part que Haddad a regagné bien plus de voix que Bolsonaro entre les deux tours, atteignant 44%, ce fait demeure, assurément.

Dans l'absolu, le fait qu'en toute démocratie un pouvoir appelant à l'emploi de la force contre, en fait, la majorité de la population, ne saurait avoir de légitimité démocratique. Mais de toute façon, rien de cela ne s'est effectué « en toute démocratie ». Le coup d'État contre Rousseff et Lula, permis par leur politique, a conduit à ces élections où la terreur et la menace ont fait irruption dès le début et ont culminé dans un second tour où toutes et tous savaient que si jamais Bolsonaro n'était pas élu, il appelait à la violence avec l'appui d'une partie de l'armée. Il n'y a donc pas de scrupules « démocratiques » à avoir pour lui dénier toute légitimité démocratique et fixer de manière claire et simple l'objectif politique des prochaines combats : dehors Bolsonaro !

D'ailleurs, aucun compromis n'apparaît acceptable et personne, dans la gauche brésilienne, ne l'a proposé. Mais ceci a bien pour conséquence que lui résister, c'est l'affronter, et que l'empêcher de nuire, ce sera le chasser. Par conséquent, l'acceptation du cadre constitutionnel, une constitution dont Bolsonaro n'a rien à faire, ce qui était d'ailleurs déjà le cas de Temer et compagnie, cette acceptation signifiant accepter qu'il dirige le Brésil pendant quatre ans, n'a aucune légitimité démocratique, elle non plus.

Ce qui implique que la constitution est morte, la

république fédérale brésilienne s'est effondrée et ne ressortira pas telle quelle d'un affrontement qui battrait et chasserait Bolsonaro. L'auto-défense armée et la lutte démocratique conduisent non à la restauration de l'État qui l'a engendré mais à sa destruction.

D'ailleurs cette république présidentielle a engendré les conditions de Bolsonaro, notamment en faisant confondre le charisme présidentiel de Lula et une véritable organisation des masses et implantation du PT et de la CUT, notamment dans les grandes favelas des villes du Sud qui votaient Lula mais pas forcément PT. Il n'est pas de sauveur suprême ...

4. Classes et races.

Plusieurs commentateurs à gauche dans le monde sont à juste titre frappés de la vision de la carte électorale du Brésil, opposant un bastion pétiste qui correspond au Nordeste, au reste du pays, surtout aux grandes villes du Sud.

Ceci traduit une plus grande résistance du mouvement paysan, ainsi qu'une opposition « de couleur » entre territoires et populations se percevant comme plutôt noirs ou métisses ou plutôt blancs.

Il faut cependant faire attention à ne pas ériger cette juste observation en un axiome politique qui renverrait dans la rubrique « blancs » la population

des mégapoles que sont Sao Paulo, Rio de Janeiro et Porto Alegre. N'oublions pas que le PT et la CUT en proviennent et que Porto Alegre a longtemps, à tort ou à raison, passé pour la capitale de la gauche radicale altermondialiste !

C'est bien dans ses bastions de départ que le PT aujourd'hui s'est effondré, ses dirigeants sapant leur propre base et la démoralisant. La nécessité de la lutte unie pour l'auto-défense ne vaut pas oubli de ces leçons politiques, bien au contraire.

Le mépris de classe et le mépris pigmentaire, l'oppression sociale et la marque de l'esclavage, se combinent au Brésil. Autant les couches les plus opprimées, victimes du racisme, parmi lesquelles comptent aussi les Indiens, sont les premières concernées par la nécessité de l'autodéfense unie cherchant à s'armer, autant c'est par l'unité de tous les exploités, « blancs » ou pas, que la résistance eut aboutir. Le Nordeste ne survivra pas comme bastion « métissé » mais assiégé, mais bien comme base de la contre-attaque unissant les exploités et opprimés.

5. « Plutôt Hitler que le Front populaire ».

Cette phrase est beaucoup citée ces jours. Elle provient, historiquement, du ressenti des capitalistes et des réactionnaires dans les années 1930, aux côtés de cet autre topos : « *Au moins avec*

Mussolini, les trains arrivent à l'heure ! »

En dehors du fait que dans le libéralisme décadent contemporain, les trains n'arrivent de toute façon pas à l'heure, la citation de cette phrase demande des précisions.

Car si l'on entend par « front populaire » une coalition de partis issus du mouvement ouvrier et de partis bourgeois disant défendre et gérer la démocratie, alors c'est ce que le Brésil a connu de 2002 à 2016 sous l'égide du PT, allié à de nombreux partis bourgeois dont les deux principaux à l'époque, le PSDB et le PMDB. Ce sont eux qui l'ont « trahi » et le résultat de ce long « front populaire » s'appelle ... Bolsonaro.

Si l'on entend par « front populaire » ce que Léon Trotsky entendait par là en 1936, à savoir le dernier rempart du capital contre la révolution avec et avant le fascisme, alors force est de constater que si, dans le cas des présidences Lula puis Rousseff au Brésil, le danger fasciste au départ n'était pas présent comme en Europe en 1936, il en a été, là encore, le résultat sous le nom de ... Bolsonaro.

Donc les capitalistes préfèrent « Hitler » au « Front populaire », mais après s'être bien servi du « Front populaire ». Ils n'ont aucune reconnaissance pour services rendus. La voila, la vraie leçon.

Quand au « Front populaire », il ne barre pas la route à « Hitler », Franco ou Bolsonaro, il lui pave la voie.

Il faut donc une autre voie : celle qui, commençant par la défensive dans l'unité d'action pour l'autodéfense armée, conduit à la révolution, c'est-à-dire au pouvoir de la majorité organisée. C'est la seule voie réaliste, et c'est celle qui économise le plus la violence.

6. Brésil et Amérique du Sud.

Il est évident que l'élection de Bolsonaro est un tournant pour tout le continent. Pendant des années, outre le pétisme, le bolivarisme et ses avatars ont été présentés comme une politique de gauche inédite, ces derniers plus radicaux, anti-impérialistes voire révolutionnaires.

Cette période est terminée. La faillite ne concerne pas que ce qu'a été la politique de la direction du PT au pouvoir, mais aussi ce que sont devenus les régimes vénézuélien et nicaraguayen. Les aspirations démocratiques, et, dans une large mesure, les méthodes de lutte, des populations au Nicaragua et au Vénézuélienne contre Ortega et Maduro, s'apparentent d'ailleurs à ce qui est maintenant à l'ordre-du-jour au Brésil.

La résistance et la contre-offensive seront perdantes si elles ne sont pas pleinement démocratiques, ce qui n'est en rien contradictoire

avec la nécessité de s'organiser de manière armée, bien au contraire. Maduro et Ortega sont des repousseurs, ils ne valent pas mieux que Bolsonaro et Duterte et sont du même monde qu'eux. De manière concrète immédiate, il est possible que cette question soit au cœur de la situation dans l'État frontalier du Roraima, où milices bolsonaristes et police des frontières vénézuélienne ont pour ennemis communs les centaines de milliers de réfugiés vénézuéliens.

7. Sur la place des Etats-Unis.

Il faut connaître l'histoire pour en tirer les leçons, mais croire en sa répétition mécanique n'est pas la connaître réellement. Bolsonaro se réclame de Pinochet mais son arrivée au pouvoir ne procède pas des mêmes mécanismes. Il n'a pas eu besoin de la CIA.

« Oui, mais il y a les médias vendus à l'oncle Sam, Cambridge Analytica », etc., etc. Sans doute en partie. Mais il faut saisir la part d'imprévu, du point de vue du capital lui-même, de toute cette affaire. Les secteurs de l'impérialisme nord-américain qui ont soutenu et étayé Bolsonaro sont au mieux représentés par celui qui l'accompagne depuis un mois : nul autre que Steve Bannon en personne.

Mais l'âme damnée de Donald Trump, qui l'a écarté depuis l'été 2017, conseiller des Le Pen fille et nièce et de Mateo Salvini, n'est pas

le représentant patenté et reconnu de Wall Street. Il y a justement crise politique au sommet, à Washington.

Au point que les services secrets d'une autre puissance, le FSB et la Russie, ont été mêlés à cette crise ! ...

L'élection de Bolsonaro entre donc en résonance avec les développements récents aux Etats-Unis – colis piégés, crime antisémite de Pittsburgh- et peut regonfler Trump mais aussi aggraver la crise, ou les deux en même temps. Alors que les bourses fléchissent, la répétition des mantras, moins que jamais, ne saurait remplacer l'analyse concrète des situations concrètes.

VP, 30-10-2018.

Remarques sur Le Brésil, 3/04/16

L'autre grande République américaine, c'est le Brésil – les États-Unis du Brésil (1). Ces États-Unis là, à la différence de ceux du Nord du continent, n'ont pas eu de révolution fondatrice ni par conséquent de sacro-sainte « constitution » assurant, jusqu'à la crise contemporaine, la combinaison de stabilité et de dynamisme expansif nécessaire à l'accumulation du capital combinée à la cohésion d'une nation composite rongée par les pires inégalités.

Le Brésil a connu différents régimes dans son histoire, avec comme continuité celle de la corruption. Mais le Brésil avait par contre quelque chose de plus : un grand et puissant mouvement ouvrier, s'associant le mouvement paysan, qui avait progressivement contraint militaires et corrompus à lâcher du lest, imposant pas à pas et dans de durs affrontements les libertés politiques, individuelles, collectives et syndicales. La Centrale Unitaire des Travailleurs (CUT), le Mouvement des Sans Terre, et comme expression politique le Parti des Travailleurs (PT), ainsi se présentait ce mouvement ouvrier récent, constitué à partir de la fin des années 1970 du siècle dernier. Autour d'un tronc politique dirigé par Lula et constitué des anciens syndicats étatiques de métallos ayant rompu avec l'appareil d'État, le PT, fondé en 1980 après deux années de grandes grèves qui ont mis fin au climat de peur de la dictature et annoncé sa fin, avait agrégé les communautés catholiques se réclamant de la théologie dite de la libération, qui lui ont apporté des masses et lui ont également imposé bien des limites et des tabous, et la plupart des groupes issus du trotskysme, du maoïsme ou du guérillérisme, staliniens et social-démocrates « normaux » conspuant, au contraire, ce processus politique.

Ce fut là l'un des grands développements politiques porteurs d'espoir de la fin du XX^e siècle, de concert avec la

révolution nicaraguayenne et avec les mouvements démocratiques et nationaux s'opposant au bloc dit « soviétique » à partir de *Solidarnosc* en Pologne. D'éllection en éllection, le PT monta de 3% des voix en 1982 aux alentours de 20%, devenant un grand parti de masses, en même temps que son programme démocratique radical et les revendications ouvrières, paysannes et contre la dette souveraine, étaient édulcorés au fur et à mesure que s'affirmait la possibilité de conquérir des positions de pouvoir dans le cadre de la constitution de 1988, inspirée par celle des États-Unis. C'est en fait la destitution, sous la pression de la rue et de la jeunesse mobilisée, du président néolibéral corrompu Collor de Mello, en 1992, qui a ouvert la route du pouvoir au PT, autant et plus que les alliances avec les partis bourgeois traditionnels dans lesquelles s'engageait Lula.

Cette prise du pouvoir intervint aux présidentielles de 2002, Lula sera réélu en 2006, puis Dilma Roussef en 2011, étant entendu que Lula se tenait toujours « derrière » elle, à son tour réélue, plus étroitement, fin 2014. Le PT est donc au pouvoir sans discontinuer, mais toujours dans des dispositifs d'alliances, depuis maintenant 14 ans. La révolution démocratique et sociale portée par ce nouveau mouvement ouvrier n'a pas eu lieu. A la place, on a eu un « exercice du pouvoir » acceptant entièrement les

exigences du capital et des institutions financières internationales, dans les conditions particulières des années 2000, celles du boom des matières premières et de l'explosion du crédit aux États-Unis, conduisant à la crise actuelle. Le capitalisme brésilien et les firmes implantées au Brésil bénéficiant d'une bonne rentabilité durant cette première décennie du XXI^e siècle, le pouvoir « luliste » a mené des politiques sociales améliorant légèrement, mais massivement, la situation des couches les plus pauvres, tout en affrontant, à plusieurs reprises, la base sociale qui l'avait initialement porté au pouvoir – les syndicats de fonctionnaires, ceux du pétrole, et la métallurgie. Progressivement cette politique conduisit à un redoutable mélange de déception, de résignation, de clientélisme, de corruption atteignant massivement l'appareil du PT lui-même, de plus en plus éloigné de son fonctionnement démocratique des premières années. La cassure profonde entre l'aboutissement de ce « nouveau mouvement ouvrier » et les espoirs de sa naissance a engendré des regroupements politiques, dont certains sur la gauche du PT (comme la formation du PSTU puis celle du PSOL), mais aussi une percée des évangélistes protestants au détriment des catholiques de la théologie dite « de la libération » (la candidate écologiste et ultra-libérable de 2014, Marina Silva, portée par ces courants, a fait près de 20%) et un

mécontentement social diffus, accusé hypocritement de faire « le jeu de la droite », avec les manifestations précédant la coupe du monde du foot de 2014. Il faut bien dire que tout soutien actif de la part du véritable mouvement ouvrier envers le pouvoir pétiste semblait avoir disparu.

Depuis quelques années, l'économie s'effondre : les conditions des années 2000 ont été effacées par la crise. La paupérisation frappe toutes les couches non capitalistes de la société, et Dilma Roussef faisant le choix de l'austérité s'est retrouvée isolée au sommet de l'État. La droite brésilienne, l'appareil d'État, estiment maintenant devoir se passer d'un parti issu du mouvement ouvrier à la tête de l'État. Ils ont pour cela engagé des « campagnes anti-corruption » allant jusqu'à l'arrestation, symbolique et non juridiquement nécessaire, de Lula. Mais du coup, des manifestations « rouges », moins médiatiques dans le monde entier, mais plus nombreuses, ont éclaté partout.

Est-ce à dire que le prolétariat brésilien se lève pour défendre Lula et Dilma ? S'il n'attend plus rien d'un pouvoir pétiste, son rapport affectif à Lula, qui fut son « incarnation » avant de tenter de devenir le garant d'un Brésil capitaliste durable, est réel – un peu comme les ouvriers polonais et Lech Walesa, tout du moins jusqu'à la fin des années 1990. En fait, le prolétariat brésilien parle

un langage qui dit exactement ce qu'il en est, un langage qui s'est imposé à tous les courants internes ou extérieurs au PT se situant sur sa gauche. Il parle de « *golpe* ». Il ne cherche pas à se dresser pour garder à tout prix Lula et Dilma, mais pour en découdre avec le « coup d'État » des magistrats, des militaires, des corrompus, et de la bonne bourgeoisie bien-pensante jouant à la manifestation. Il ne se dresse pas pour Lula et Dilma, mais contre le *golpe*.

Pour en arriver là, il lui a fallu constater que Lula et Dilma n'ont pas abouti à un Brésil démocratique et capitaliste durable, mais précisément à créer les conditions du *golpe*. La défense, réelle ou apparente, du gouvernement présent contre la droite, conduit donc à autre chose : à ce qui n'a pas été fait quand la dictature s'est effondrée, puis quand Collor a été destitué, à savoir la mise à bas de l'État corrompu des capitalistes, des latifundiaires et des militaires, l'instauration d'une vraie démocratie, un processus révolutionnaire et constituant faisant du Brésil une République démocratique, ouvrière et paysanne.

(1) *C'est le Brésil, par défaut, dans la mesure où le projet révolutionnaire de Simon Bolivar, États-Unis de l'Amérique hispanique, a justement échoué, car le capitalisme britannique, créancier de chacun des petits*

États constitués sur les décombres de l'empire colonial espagnol, n'en voulait pas.

Brésil, vers une riposte au « coup d'État »

? 24/04/16

Le dimanche 17 avril, la chambre des députés brésiliens a voté la destitution de la présidente Dilma Roussef par 367 voix contre 137. Le vote lui-même a été un spectacle immonde, bien des députés étalant leur propre corruption ou en appelant à mots à peine voilés au retour de la dictature militaire des années 60, apologie de la torture comprise. Cette scène a révolté le monde du travail au Brésil. Les « destituteurs » sont plus corrompus encore que les dirigeants du PT. La suite, officiellement, passe par le vote du Sénat, une institution dont la composition est pire encore.

Dilma Roussef et un peu tout le monde parlent maintenant de « coup d'État ». En effet, il s'agit d'un coup d'État, pas seulement pour la destituer mais pour passer à l'offensive contre le mouvement ouvrier et paysan brésilien, que les années de gouvernement PT ont désorienté et affaibli.

Mais ce mouvement est en train de se dresser. La question de la grève pour en découdre avec les « destituteurs » est discuté dans la

Centrale Unique des Travailleurs et le Mouvement des Sans Terres. Et si ce mouvement qui se cherche s'engage, il ne s'en tiendra pas à la seule défense de la présidente, elle-même populaire dans ses rangs. Il voudra imposer une vraie démocratie, pour que des choses pareilles ne soient plus possibles.

Brésil, après le limogeage de Dilma Roussef, 16/05/16

Le Sénat brésilien a donc limogé Dilma Roussef, présidente élue, et mise à sa place son vice-président, formant un gouvernement minoritaire et rejeté par le pays qui entend mener à bien des contre-réformes austéritaires dans les 6 mois qui arrivent, durant lesquels la chute de la présidente doit être actée.

Il s'agit bien d'un coup d'État, et il y a un symbolisme digne d'intérêt pour la réflexion quant à sa simultanéité avec la crise française.

Il est beaucoup plus grave : ce sont les corrompus (pour qui la corruption n'est que celle des parvenus issus du mouvement ouvrier, mais jamais la leur !) qui ont pris tout le pouvoir et qui sont totalement rejetés par l'immense majorité.

Est donc posée la question de l'action pour les chasser. Sauver les conquêtes sociales et

démocratiques au Brésil ne peut se faire par le retour au statu quo, mais par la reprise du combat démocratique et révolutionnaire pour détruire l'État corrompu, élire une constituante, placer la démocratie sous la protection de la classe ouvrière et des paysans organisés. Ce qui, à son tour, conduit à un bouleversement des organisations existantes, notamment le PT, la CUT et le MST, qui ont par leurs « renoncements » conduit à la situation présente.

La bataille au Brésil ne fait que commencer. Le grand corps du prolétariat brésilien va s'ébrouer et chercher à retrouver sa voie. C'est une nouvelle étape latino-américaine et mondiale qui s'annonce.

Washington, Brasilia : la gouvernance agonise !

21/05/17

Crise au sommet à Washington : après le Trump en mode « Trump » conseillé par Steve Bannon l'allumé toxique, mais qui n'arrivait pas à expulser les musulmans et liquider le peu d'assurance maladie, on est passé au Trump en mode « Trump » conseillé par les généraux Mattis et McMaster, celui du petit bombardement sur Bachar, de la grosse bombe sur les montagnes afghanes, et des gros mots sur la

Corée. Nous voilà maintenant au Trump en mode « Trump » conseillé par ... on ne sait trop qui (le gendre Jarred Kushner ?), le Trump « troisième période », lequel a inauguré celle-ci, comme on sait, en virant par surprise et en direct le patron du FBI James Comey, qui avait pourtant donné la chiquenaude décisive à Clinton quelques jours avant le scrutin présidentiel.

La séquence ainsi engagée est spectaculaire et va *crescendo*.

Quelques jours après avoir viré Comey, on apprend que Trump a fanfaronné devant Lavrov, le ministre des Affaires étrangères de Poutine en visite impromptue (ce qui est déjà curieux en soi : Poutine aurait appelé Trump en lui disant que Lavrov était dans le coin, à savoir en Alaska ...), en lui révélant des données sur Daesh fournies, semble-t-il, par l'espionnage israélien.

Puis, c'est le *Washington Post* qui publie le procès-verbal d'un entretien entre grands chefs du parti républicain quelques semaines avant l'investiture de Trump où, après avoir évoqué les procédés de corruption de chefs politiques en Ukraine par les services de Poutine, Kevin McCarthy, leader républicain à la Chambre des représentants, affirme que Trump, ainsi que l'élu républicain de Californie Dana Rohrabacher, sont tout simplement « payés » par Poutine,

puis se promettent de garder cela pour eux.

Ensuite, pendant que Trump conseille publiquement à Comey de fermer sa grande gueule et que celui-ci l'ouvre de plus en plus, faisant savoir qu'il a pris des notes sur tous ses entretiens avec le président, lequel lui a demandé d'arrêter toute enquête sur la Russie et suggéré d'emprisonner les journalistes gênants, ni plus ni moins, il est contraint d'accepter la nomination d'un procureur spécial pour enquêter sur le fameux sujet « russe », nomination qui est opérée par le ministre adjoint de la justice et non par le ministre en titre car celui-ci est mouillé dans l'affaire !

Et c'est Robert Mueller qui est nommé, c'est-à-dire pas n'importe qui : l'homme qui a pris la tête du FBI une semaine avant les crimes de masse du 11 septembre 2001, qui est réputé avoir résisté à Bush en 2004 dans la fuite en avant sécuritaire et liberticide, auquel Comey avait succédé en 2013. En somme le *deep state* en personne, la continuité des services spéciaux de l'appareil d'État dans leur autonomie revendiquée envers l'exécutif.

Autant dire que ça chauffe pour Trump, et d'ailleurs tout le courant démocrate-populiste et socialisant représenté par Bernie Sanders est déchaîné contre lui. Ces derniers ont, dans ce contexte, remporté une belle victoire : l'élection comme District Attorney de Philadelphie, au suffrage universel, d'un soutien de *Black Lives*

Matter, adversaire de la peine de mort ayant comme programme le dépeuplement massif des prisons surpeuplées, Larry Krasner. Dans l'autre sens, les rumeurs sur l'organisation d'une marche armée – une marche armée – sur Washington de la part des libertariens, suprématistes blancs et autres en cas d'*impeachment* de Trump circulent largement sur les réseaux.

L'*impeachment* – ou le constat d'incapacité – de Trump est donc ouvertement évoqué un peu partout, pour le souhaiter, en menacer, ou le dénoncer par avance. Cela ne veut pas dire qu'on soit à la veille d'un tel événement. Le fait patent, décisif, est le suivant : l'exécutif US est carbonisé. L'autorité du président est tout à fait sapée, au point que la rumeur concernant la tenue des prochaines sommets de l'OTAN en Italie le 25 mai prochain, et du G20 à Berlin début juillet, est que la crainte de Trump et de ses fougades est dépassée, et qu'on doit faire attention de ne pas lui parler trop vite, de ne pas faire de phrase trop longues en sa présence, et de ne pas s'imaginer qu'il connaît sa géographie et son histoire.

Dans l'immédiat, les corps constitués de l'appareil d'État US observent une trêve le temps qu'il fasse son premier périple international, en commençant – tout un programme ! – par l'Arabie saoudite, pour continuer par Israël, les territoires

palestiniens, le Vatican, l'UE à Bruxelles et le sommet de l'OTAN. Erdogan, furieux du soutien maintenu et renforcé des forces US au PYD kurde en voie de prendre Rakka – et de s'y confronter à de graves problèmes par refus de prendre en compte les aspirations démocratiques des Arabes et leurs propres organisations opposées à Daesh – s'est vengé en faisant intervenir ses nervis ... à Washington, contre une manifestation d'opposants et de Kurdes – autre épisode « sécuritaire » soulignant la crise de l'appareil d'État nord-américain ...

Parallèlement à ce qui n'est pas l'*impeachment* mais bien la paralysie du président des États-Unis d'Amérique du Nord, celui des États-Unis d'Amérique du Sud qu'est le Brésil, se trouve dans une situation similaire ou pire encore. Michel Temer, installé au pouvoir par un coup d'État judiciaire et mafieux à la place de la présidente PT Dilma Rousseff, que sa politique capitaliste avait affaibli de longue date, a été piégé par un homme d'affaires qui ne voulait pas chanter et a enregistré un entretien avec lui, attestant de corruption, chantage et entrave à l'enquête sur la corruption autour de Petrobras.

Temer tente d'interdire la procédure maintenant engagée contre lui. Il n'a pas été renversé – comme il aurait dû l'être – par la grève générale des ouvriers et fonctionnaires et les

manifestations des paysans, mais il est en voie de l'être par ses propres turpitudes.

La crise au sommet à Washington et la crise au sommet à Brasilia ont l'une et l'autre fait plier, pour la première fois depuis l'investiture de Trump, les bourses mondiales, signe de l'importance du problème. Nous assistons à une faillite de ce que le capital appelle sa *gouvernance*.

Dans cette crise, seule l'intervention des prolétaires, c'est-à-dire de l'immense majorité de l'humanité, peuples nord-américain et brésilien compris, peut imposer un débouché démocratique. Elle peut et doit être un appel d'air pour l'organisation indépendante de tous les secteurs qui, aux États-Unis, ont soutenu Sanders et au delà, et qui, au Brésil, cherchent à se redonner les moyens du combat social indépendant après la paralysie par les sommets des organisations dont ils s'étaient dotés depuis les années 1980 (PT, CUT, Conlutas, Mouvement des Sans Terre).

L'avenir est à eux, car tout autre avenir est bouché.

Brève : Lula.
8/04/18

Lula Lula est emprisonné, pour "corruption", par le régime le plus corrompu, et ce n'est pas peu dire, de l'histoire du Brésil. Le pouvoir politique au Brésil ne procède plus d'aucune élection et en

emprisonnant Lula, il s'est donné les moyens d'éviter son élection aux prochaines présidentielles.

Du coup, ce régime corrompu se convertit rapidement en dictature militaro-mafieuse.

L'emprisonnement de Lula a été précédé de peu de l'assassinat de Marielle Franco.

Ce régime assassine une militante révolutionnaire et féministe, et emprisonne la figure qui résume l'histoire du mouvement ouvrier brésilien depuis plus de quatre décennies : émergence de syndicats de masse et d'un parti ouvrier, alignement de ce parti sur les héritages du mouvement ouvrier du vieux monde, conversion accélérée, en même temps qu'il est porté au pouvoir, au néolibéralisme (d'où corruption).

Ce régime n'a aucun droit d'emprisonner Lula. Les explications avec Lula concernent le seul prolétariat. Il veut en finir avec les conquêtes sociales des quarante dernières années et donc il veut détruire le mouvement ouvrier brésilien, le PT comme le PSOL et les autres partis, la CUT et les syndicats, le MST et le mouvement paysan.

Nul doute que la majorité au Brésil ne veut pas de cela. Mais pour riposter et gagner, elle doit refaire et/ou reconquérir ses organisations, et dans la lutte, elle va s'y engager.

**Brésil: la
démocratie
c'est LULA
CANDIDAT !,
9/08/18**

Un rassemblement de soutien au droit de Lula à être candidat aux élections présidentielles au Brésil, se tiendra place de la République à Paris le mardi 14 août de 18h 30 à 20h 30.

Ce rassemblement est appelé par le *Comité International de Solidarité avec Lula et la démocratie*, <https://liberezlula.org>

Il se tient à la veille de la marche sur Brasilia organisée le 15 août pour protester contre l'emprisonnement arbitraire de l'ex-président Lula, après un procès truqué, manipulé par les politiciens les plus véreux de l'histoire du Brésil. S'appuyant sur un régime militaro-mafieux, Temer et sa clique ont réussi à faire condamner pour corruption, un dirigeant du mouvement ouvrier, aujourd'hui candidat aux présidentielles désigné par son parti, le Parti des Travailleurs (PT). Lula est crédité de plus de 30% des intentions de vote aux élections présidentielles d'octobre prochain, soit près du double de voix de ses principaux concurrents.

Cette condamnation de Lula à 12 ans de prison représente non seulement une atteinte aux droits de l'homme, mais encore à la démocratie au Brésil.

Cette condamnation de l'ex-président et dirigeant syndical Lula représente aussi un approfondissement du coup d'état qui a destitué la présidente Dilma Rousseff, porté Temer à la

présidence, détruit le droit du travail et les conquêtes sociales et décidé de la privatisation des plus grandes entreprises nationalisées comme la Petrobras, Embraer ou Eletrobras et dans la foulée, de 57 entreprises publiques.

Pour poursuivre cette politique la bourgeoisie brésilienne a besoin de truquer les élections en interdisant la présence du principal candidat des ouvriers et des paysans brésiliens. La politique du PT, les présidences de Lula ou de Dilma Rousseff, leur abandons des intérêts du prolétariat brésilien ne comptent pas pour rien dans la violence anti ouvrière que s'autorise le régime de Temer. Mais c'est aux travailleurs brésiliens qu'il appartient de demander des comptes à Lula sur sa politique et sa gestion. La première condition de la démocratie c'est que Lula soit libéré, que sa condamnation soit considérée comme illégale, et qu'il puisse participer de plein droit à la campagne électorale.

Les travailleurs brésiliens veulent mettre fin à la politique anti ouvrière de Temer et de son régime mafieux. Ils ne veulent pas du candidat propulsé par Temer, son ancien ministre de l'économie, Henrique Meirelles qui incarne la politique d'austérité menée par le gouvernement depuis le coup d'état de 2016. Personne ne veut de Meirelles, il est crédité de moins de 2% des intentions de vote. Le régime de Temer est en difficulté.

Les travailleurs brésiliens ne veulent pas que les juges d'un régime véreux les expulsent de la bataille électorale, ils veulent reconquérir leurs droits et leurs organisations.

Dans tous les pays, les militants ouvriers les soutiendront dans ce combat.

#EleNào : lutte des classes, lutte des femmes au Brésil, 6/10/18

Qui est Jair Bolsonaro ?

Passé par à peu près tous les petits partis bourgeois de « droite » et du « centre » au Brésil, Jair Bolsonaro est à présent connu comme l'homme des trois « B ».

B pour Bala, les balles de l'armée. Jair Bolsonaro a été formé dans une école militaire brésilienne sous la dictature. Il est « entré en politique » en faisant campagne pour élever le salaire des officiers. En 2016, il a dédié son vote de parlementaire pour la destitution de Dilma Rousseff, présidente élue du Brésil en suppléance de Lula (PT), sociale-libérale, au colonel Ustra récemment décédé, qui avait torturé Dilma Rousseff jeune guérillériste. Le droit des colonels à torturer les jeunes femmes, voilà l'éthique et ce que doit être le monde selon Jair Bolsonaro.

B pour Boi, les bœufs appartenant aux *ruralistas*, les grands propriétaires qui détruisent la forêt, tirent sur les paysans qui réclament des terres, déversent leurs agro-carburants. Pour eux, l'élection de Bolsonaro sera un signal. Le signal du retour à la pleine impunité. En clair, ils pourront dire à leurs hommes de main de tirer sans retenue. Il l'a dit récemment : « *Nous allons donner des fusils aux producteurs ruraux, ce sera leur carte de visite contre les envahisseurs* ». Précisons que les véritables producteurs ruraux sont ceux qu'il traite d'envahisseurs, que ceux qu'il appelle producteurs sont les destructeurs de la terre, et qu'ils ont déjà des fusils.

B pour Biblia, celle des « évangélistes » de l'Église évangélique de l'Assemblée de Dieu et celle des « pentecôtistes » de la Congrégation chrétienne du Brésil et de l'Église universelle du Royaume de Dieu. Les premiers passent pour moralistes et les seconds pour consuméristes, mais tous sont aux anges quand ils entendent Bolsonaro dire « *si mon fils était homosexuel, je serai heureux qu'il meure* », et autres propos de cet acabit. Bien que lui-même catholique, Jair Bolsonaro est devenu l'idole des églises évangéliques et pentecôtistes que leur dynamique rendrait majoritaires d'ici quelques années.

Jair Bolsonaro, qui se targue de ne pas avoir d'idéologie, revendique trois modèles de virilité en politique : Donald Trump, le président philippin praticien du massacre des adolescents considérés comme délinquants, Rodrigo Duterte, et celui dont le nom est un programme d'action : Augusto Pinochet.

Il est difficile de dire si Bolsonaro est aussi bête que Trump ou si, plus vraisemblablement, son cynisme sans borne explique chacun de ses propos.

En cours d'année 2018, Bolsonaro, candidat à la présidence du Brésil, a été promu par les sondages premier derrière Lula si Lula avait pu se présenter, puis premier tout court. L'attaque au couteau dont il a été la cible le 6 septembre dernier l'a encore fait monter et son accession à la présidence des États-Unis du Brésil, plus grand État, à tous les sens du terme, du continent sud-américain, apparaît comme un risque possible.

Comment en est-on arrivé là ? Retour sur l'histoire du Parti des Travailleurs.

Le Parti des Travailleurs (PT), en relation avec la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), le Mouvement des Sans Terres (MST), et l'Union Nationale des Étudiants (UNE), est devenu la représentation politique des prolétaires du Brésil au cours des années 1980 et 1990. Il a été formé par des chefs syndicaux de la

métallurgie issus des syndicats officiels corporatistes de l'ancien régime militaire mais ayant rompu avec eux, agrégeant autour d'eux la plupart des courants d'extrême gauche d'origine trotskyste ou maoïste, et développant des réseaux de masse via le soutien de nombreuses communautés catholiques de base défendant la théologie de la libération.

La reconquête des libertés démocratiques démantelant progressivement le carcan de la dictature et la montée du PT furent liées et ce double mouvement culmina en 1992 dans le mouvement anti-corruption de masse et la mobilisation de la jeunesse contraignant le président Collor à la démission. Mais en même temps les dirigeants du PT amendèrent son programme, gardant le socialisme pour les jours de fêtes et reniant, par exemple, la dénonciation de la dette « publique », tout en multipliant les pratiques de collaboration dans la gestion des grandes villes avec les partis bourgeois traditionnels, les principaux étant le PMDB et le PSDB (Parti du Mouvement Démocratique Brésilien et Parti Social-Démocrate Brésilien). Le chef historique et fondateur du PT, Luis Inacio Lula da Silva dit Lula, fut élu président au suffrage universel en 2002 (46% des voix au premier tour et 61% au second tour).

Via la présidence, le PT a été au pouvoir au Brésil de 2002 à 2016,

avec deux mandats de 4 ans de Lula et deux, le second interrompu, de Dilma Rousseff qui était associée à Lula, lequel devait se représenter en 2018.

Durant cette longue période, le PT a toujours gouverné en coalition avec des partis bourgeois, les scores du seul PT dans les élections locales oscillant entre 23% et 14%, ce qui indique qu'à l'échelle des plus larges masses la représentation politique s'était portée sur la personne de Lula. C'est donc son capital politique personnel que celui-ci a mis au service d'une politique capitaliste et libérale en économie, tempérée par d'importants programmes sociaux ayant des aspects clientélistes, en direction des plus pauvres, à la ville et à la campagne, programmes qui sont devenus de plus en plus difficiles avec la crise financière globale après 2008.

Le PT apparaît alors, à rebours de ce qu'il était à ses débuts, comme un parti de notables, très logiquement de plus en plus rongé par la corruption. Cette évolution a bien entendu vu des résistances et des ruptures, mais son caractère progressif, massif et d'apparence inéluctable a prévalu. La principale rupture s'est produite sur le terrain syndical avec la formation, à gauche de la CUT, de la CSP-Conlutas en 2010, qui est cependant restée minoritaire. Deux formations politiques sont nées de scissions-exclusions sur la gauche du PT, le PSTU (Parti

Socialiste des Travailleurs Unifié) dès 1994, qui est la principale section de la « Ligue Internationale des Travailleurs (Quatrième Internationale) », trotskyste dite moréniste, et surtout le PSOL (Parti du Socialisme et de la Liberté), en 2004, dont la candidate Eloisa Helena, également soutenue par le PSTU et par le PC d'origine stalinienne demeuré en dehors du PT, atteint près de 7% à la présidentielle de 2006, ce qui ne se renouvellera pas.

Le syndicalisme de masse lié au PT n'a plus progressé quand celui-ci était au pouvoir, n'organisant pas les larges masses précaires et les habitants des bidonvilles, et gérant le recul des acquis sociaux pourtant récents dans la grande industrie, le pétrole et la fonction publique. Dans ces « larges masses », les communautés de base ont souvent été supplantées ou rongées par les églises évangéliques et pentecôtistes. Un talon d'Achille des partisans de la théologie de la libération a toujours été leur refus de lutter pour la libre disposition de leur corps par les femmes, par exemple sur la question de l'avortement. Ce talon d'Achille concerne aussi Eloisa Helena et le PSOL. Durant les présidences pétistes, ils se sont fait contourner et ronger par les sectes protestantes de masse, bien financées et ayant une réponse directe et claire, radicalement réactionnaire, aux questions sexuelles, morales et sociétales,

renvoyant les pauvres au cadre familial et religieux.

Le coup d'État contre Rousseff et Lula et sa portée.

Le pétisme, et sa nébuleuse (syndicats, mouvement paysan et y compris les petits partis opposants de gauche au PT), a ainsi été grignoté, parfois corrompu, pourri et défiguré, et affaibli de toutes parts pendant les 16 années de gouvernance pétiste du Brésil. Mais en face, la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie « blanche » n'ont eu aucune reconnaissance pour les services rendus au capital et n'ont fait que se radicaliser. Alors que l'identité politique pétiste au Brésil s'est affaïdi, rosie, ternie, l'identité purement négative de l'anti-pétisme n'a cessé de monter. **Anti-pétiste veut dire** : qui veut détruire le mouvement ouvrier et paysan, priver les exploités, les opprimés et les pauvres de toute organisation et de tout droit à eux. La corruption a été l'arme offerte à leurs adversaires par les dirigeants pétistes. Elle a ouvert la voie au scandale anti-démocratique du coup d'État « constitutionnel » (les guillemets sont de rigueur) aboutissant à la destitution de Dilma Rousseff le 31 août 2016 et à l'installation à la présidence du politicien bourgeois Milton Temer, puis à l'arrestation de Lula le 7 avril 2018 et à l'interdiction qu'il se présente aux présidentielles, pour lesquelles il était encore donné gagnant, le 31 août dernier.

Il faut bien comprendre que la destitution de Rousseff et l'invalidation de la candidature Lula constituent une énorme expropriation politique dont les mobiles n'ont rien à voir avec la corruption et ne visent qu'à interdire toute représentation politique démocratique du monde du travail.

En même temps, il est tout aussi essentiel de bien comprendre que c'est la politique de Lula et de Rousseff qui les a finalement exposés et sacrifiés. Des grèves et des manifestations de masse ont démarré au Brésil lors du coup d'État « constitutionnel ». Les dirigeants du PT et de la CUT avaient plus peur de les prolonger que de leurs propres arrestations éventuelles. Les affaires de corruption, beaucoup plus graves que celles concernant le PT et d'ailleurs entremêlées avec elles, ont très vite fait plus qu'éclabousser Temer et compagnie : le pouvoir PMDB était à la fois non-élu et plus corrompu que tous les corrompus qu'il pouvait dénoncer. Une contre-offensive démocratique de masse, visant à chasser Temer et à imposer une assemblée constituante, dont la revendication avait figuré dans les programmes initiaux du PT, aurait été possible sans ces dirigeants, Lula lui-même se voyant mieux en prisonnier sacrifié qu'en leader d'un sursaut démocratique, ouvrier et populaire changeant la face du Brésil ... et bien au delà.

L'aboutissement de cette orientation, c'est la renonciation à mener une campagne démocratique de masse, susceptible en effet de conduire à des combats de rue, pour la légitimité de la candidature Lula. Dès le 4 août dernier, la désignation de Fernando Haddad comme suppléant de Lula annonçait la capitulation. Les instituts de sondage ne s'y sont pas trompés qui, dès le 21 août, remplaçaient Lula par Haddad dans leurs questionnaires. La veille, 20 août, Lula était à 37% d'intentions de vote. Le lendemain, Haddad était à ... 4% ! On voit pourquoi l'invalidation de la candidature Lula, malgré toute la critique indispensable de son orientation et de son parcours, était nécessaire au capital et constitue une défaite pour le prolétariat : le vote Lula en soi était une arme pour le prolétariat, parce qu'il le considérait comme tel. L'histoire des quatre dernières décennies faisait qu'aucun autre candidat du PT ne pouvait avoir cette place. Qui plus est, Haddad est (on serait tenté de dire : comme de bien entendu) un candidat réputé droitier et sans chaleur ... **En dénonçant la « corruption » les « honnêtes gens » ont sapé leur propre assise.**

Le processus du coup d'État soi-disant constitutionnel a aussi eu pour effet non prévu de saper l'assise des notables traditionnels du Brésil « républicain », les dignitaires du PSDB et autres

PMDB, qui croyaient en tirer le bénéfice mais sont apparus comme les rois des corrompus – ce qu'ils sont, en effet.

L'opération « mains propres » conçue comme un paravent pour engager la destruction du mouvement ouvrier et paysan s'est développée de manière autonome, le paravent devenant boomerang, en rasant toute assise et toute crédibilité à la classe politique traditionnelle qui, après avoir collaboré avec le PT et l'avoir corrompu, voulait s'en débarrasser. La fragilité des institutions et le caractère aventurier, financier, rentier, mafieux, de la « bourgeoisie », les masses petites-bourgeoises blanches ayant été lâchées dans la rue dans la campagne soi-disant « anti-corruption » avec une dynamique politique autonome, tout cela a creusé une sape sous les pieds des initiateurs de la manœuvre, dont, donnée subjective qui a son importance, la compétence technique et politique ne dépasse pas celle d'un petit caïd et les appétits ne sauraient se contenir quelles que soient les circonstances.

Le dispositif anti-Roussef et anti-Lula devait assurer l'élection du candidat du PSDB en 2018, le vieux politicien Geraldo Alckmin. Or, il piétine à moins de 10% dans les sondages.

La paralysie du mouvement ouvrier laisse le champ libre à ce que le vide politique ainsi créé soit

rempli. Ainsi s'est formée la chose appelée Bolsonaro.

L'enjeu de la lutte qui s'engage.

Haddad est parti, disions-nous, avec des sondages catastrophiques signifiant que le prolétariat ne se trouve plus aucune représentation réelle ou fictive sans Lula. Il remonte depuis la pente, mais péniblement : en tant que vote défensif contre Bolsonaro. Au dernier sondage de ce samedi 6 octobre, veille du scrutin, il serait à 22% et Bolsonaro à 35% – et les sondages de second tour, qui valent ce qu'ils valent mais quand même, donnent 44%/43% en faveur de Bolsonaro.

Par sa personnalité et ses « idées », Bolsonaro est un fasciste, sans guillemets. Les guillemets peuvent se justifier du fait que la genèse de ce phénomène politique n'est pas de même nature et n'a pas du tout connu le même déroulement que le fascisme historique servant de référence. **Mais le point commun central est bien là** : il s'agit de détruire le mouvement ouvrier. L'élection d'un « fasciste » à la présidence du Brésil est donc, d'ores et déjà, en tant que possibilité, une donnée clef de la situation politique régionale et, disons-le sans exagération, mondiale.

En effet, son éventuelle victoire, et d'ores et déjà sa montée, est un facteur qui pèse du mauvais côté du rapport de force au delà du Brésil, se conjuguant avec

l'effondrement du Venezuela soi-disant « socialiste » et la répression somoziste, pardon orteguiste, au Nicaragua.

Il y a en particulier une résonance sinistre entre Bolsonaro et Brett Kavanaugh, qui est en train d'être investi comme juge de la Cour suprême voulu par Trump aux États-Unis. Bolsonaro cultive la culture du viol dont Kavanaugh fut un praticien dans sa jeunesse dorée. Leur « fascisme », c'est aussi cela : la brutalité, et le mépris des corps humains comme des milieux naturels. L'un et l'autre sont en effet, en somme, des partisans du réchauffement climatique et de son emballement, autrement dit des criminels, voulant lever tout obstacle à l'agro-business brésilien comme au gaz de schiste yankee.

Mais cette résonance en suscite une autre. LN a décrit ici, [dans un précédent article](#), le combat des femmes, dont des syndicalistes en grève ce printemps dans les écoles, en Virginie occidentale, contre le sénateur – démocrate – Joe Manchin qui a voté pour Kavanaugh. Leur combat rejoint celui de ces millions de manifestantes et de manifestants qui, le samedi 29 septembre, sont sorties dans la rue au Brésil.

C'était le jour de la sortie de l'hôpital de Bolsonaro, et donc de son retour officiel sur l'arène (bien qu'il joue de sa blessure pour éviter tout débat public avant le 1^{er} tour). Ces manifestations ont

bien entendu vu se rallier des milliers et des milliers de militants syndicaux et de gauche qui, depuis l'acceptation de la destitution de Rousseff et de l'invalidation de Lula, étaient comme orphelins et privés d'expression. Mais ce ne sont pas leurs organisations traditionnelles qui le leur ont permis. Une nouvelle organisation est apparue le 30 août dernier : *Mulherer Unidas contra Bolsonaro*, Femmes unies contre Bolsonaro, avec le hashtag *#EleNào*, Pas Lui.

Face à la barbarie portée par les Bolsonaro, les Trump et les Kavanaugh, en Virginie occidentale comme dans tout le Brésil, le nouveau mouvement montant des femmes opère la jonction avec la lutte du prolétariat qui toujours se fait voler ses représentations, et pose les questions vitales qui sont les questions politiques centrales.

Question vitale : une brute favorable au meurtre et à la torture ne doit pas arriver au pouvoir. Question politique centrale qui en découle : pour l'empêcher il va falloir bien entendu faire élire contre lui Haddad, dans une dynamique de regroupement démocratique et de passage de la défensive à l'offensive. Telle sera la bataille politique du long intervalle entre les deux tours, entre le dimanche 7 octobre et le dimanche 28 octobre. Démocratie contre barbarie ! Droit des femmes contre barbarie !

Alors que l'on peut trouver en France des articles introspectifs pour savoir où en est *#meeto*, il est temps de faire passer l'info : *#meeto*, maintenant, c'est *#EleNào*.

C'est le mouvement des femmes comme tel, aujourd'hui en 2018, qui crie *No pasaran*. Et c'est là une bonne nouvelle.

Brésil : soyons clairs et nets, 11/10/18

Soyons clairs et nets : ce qui s'amorce au Brésil, ce sont des bandes de petits et grands bourgeois, de petits et grands patrons, de nervis, de tueurs à gage, de petits chefs, de flics, de clientèles mafieuses, d'évangélistes, de pentecôtistes, qui vont lyncher en masse : les homos, les syndicalistes, les paysans sans terre, les indiens, les intellos, les pas-comme-il-faut.

Au Brésil le seuil est franchi. **Il y a là un mouvement ouvrier – et paysan – que des meutes, des hordes, veulent anéantir physiquement.** Avec lui, les homosexuels, les femmes « libérées », les intellos ... Il n'y a pas une forme unique de bandes de type SA qui bastonnent, pillent et violent. Mais des bandes de lyncheurs, des groupes de tueurs, s'interpénétrant avec police et armée, oui, c'est évident.

De plus, il nous faut analyser la banalisation de la référence à la torture en tant que référence positive chez Bolsonaro, après que pendant 7 années Bachar a massivement torturé avec, en somme, les bons vœux à lui accordés par le silence de tous les grands de ce monde.

Cette invocation positive de la torture est un signal politique d'ultra-violence, ce n'est pas simplement un « langage décomplexé » comme disent les gentils commentateurs. La question contre Bolsonaro, c'est bien entendu le vote Haddad dans tout le Brésil dimanche 28. **Mais cela ne suffit pas.** Les bandes s'apprêtent à déferler même voire surtout s'il ne gagne pas le scrutin qui, d'ores et déjà, va se dérouler dans la terreur.

Militants du PT, de la CUT, du MST, de Conlutas, du PCdoB, de l'UNE, du PSOL, du PSTU ... ont la responsabilité de s'unir dans l'urgence, et dans la rue, d'organiser la protection des locaux et des personnes, et l'autodéfense. Oui, de s'armer. Un premier échec physique infligé à ce qu'il faut appeler, maintenant, les bandes fascistes en formation, pourrait peut-être avoir une grande portée.

En France, partout, il faut passer aux manifs de solidarité. En espérant que nous n'aurons pas à manifester dans quelques mois pour exiger l'accueil des réfugiés brésiliens.

Brésil, des pleurs au combat, 26/10/18

Sous nos yeux, à des milliers de kilomètres, pour la première fois de l'histoire récente, un régime fasciste arrive au pouvoir.

Oui, sous nos yeux, car les moyens de communication actuels permettent de voir en direct ce qui se déroule au Brésil, certes de manière confortable, derrière un écran ou à travers une discussion par messagerie, mais de voir cependant.

L'armement des masses, ou d'une avant-garde, a toujours fait bander quelques gauchistes en manque de sensations, bien installés dans leur confort petit-bourgeois. Mais le temps de fantasmer est terminé.

Aujourd'hui, il y a des hommes et des femmes armés, en milices, dans les rues brésiliennes. Aujourd'hui, les agressions physiques se multiplient contre les militants ouvriers et paysans, et on ne saurait oublier la mort prémonitoire de Marielle Franco. Aujourd'hui, Bolsonaro appelle clairement à la violence contre les « rouges ». Aujourd'hui, ce n'est plus un danger, c'est un fait qui va s'amplifier.

Bolsonaro peut s'appuyer sur les pouvoirs économiques, mais aussi sur la légalité bourgeoise, l'État et ses organes, police, justice, armée.

Cette dernière est déjà dans la transition vers le fascisme. Une masse de brésiliens et de brésiliennes déclassés sont à ses côtés, et les militaires, la base de l'armée, lui sont acquis.

Largement en avance dans les sondages, en tout cas largement en tête au 1er tour, fort de ses soutiens y compris dans le milieu people (footballeurs par exemple), le fait est que quelque soit le résultat du second tour, pour lequel nous devons souhaiter qu'il porte Haddad en tête, le mal est déjà là. Et il ne disparaîtra pas par un vote. Car, dans tous les cas, les partisans de Bolsonaro, l'armée, sont certainement déjà prêts à imposer son pouvoir. Quel rapport de force y aurait-il s'il n'était pas élu ? Y aurait-il des résistances dans l'État ? Ce sont là les questions ouvertes. S'il est élu, l'affaire est réglée...

Au même moment, il semblerait qu'il existe dans le mouvement ouvrier et paysan, surtout dans ses directions, un certain état de sidération, et peut-être une incompréhension. Un refus des directions d'envisager les moyens de résistance ? Une faiblesse organisationnelle ? Poser ces questions et établir des faits n'est pas faire la leçon au peuple brésilien, mais analyser la situation. Il faut bien comprendre que c'est l'action de notre camp social au Brésil qui seul désormais conditionne l'avenir du pays. Et dans ce cadre, dans l'état de développement du camp ennemi,

la résistance armée apparaît bien comme la seule solution (sauf à prier Dieu ou espérer des interventions étatiques extérieures ? De quel régime progressiste ? Je ne vois pas).

Et là arrive notre responsabilité. L'état du combat internationaliste au niveau mondial est de notre responsabilité. La crise du mouvement ouvrier en France et ailleurs, et l'impensé de l'internationalisme en 2018, ont ici leur conséquence. Pendant que certains s'inquiètent de la crise de notre souveraineté nationale ou veulent en finir avec le mouvement ouvrier, sommes-nous capables d'organiser la solidarité avec le peuple brésilien ? Le dernier rassemblement parisien du samedi 20 octobre a rassemblé quelques centaines de personnes, quelques intervenants – seulement – ont appelé à soutenir le vote Haddad (c'est pourtant un minimum !), et aucune feuille de route n'a été proposée. Il s'agissait, paraît-il, d'un rassemblement se voulant « festif »...

La question est donc : sommes-nous capables, dans l'unité, en France et au niveau international, d'organiser la solidarité avec le Brésil ? Une solidarité qui ne reste pas dans l'entre-soi militant mais mobilise les masses et, en même temps que nous menons la bataille contre Macron en France, pas à la place, en même temps. Une solidarité qui dit clairement la situation : nous sommes avec le Brésil ouvrier et paysan, pour

l'écrasement des bandes de Bolsonaro et la défense de la démocratie et du mouvement ouvrier PAR TOUS LES MOYENS NÉCESSAIRES !

AM

A la veille des élections au Brésil, second tour.

27/10/18



Manif anti-Bolsonaro à Salvador de Bahia

Il y a, socialement, trois sortes d'électeurs de Bolsonaro.

Il y a bien entendu les « poupées Barbie », comme on dit au Brésil : toute la bourgeoisie, tout le patronat, soutenus par le Wall Street journal, les latifundiaires et leurs sphères d'influence directe, mais il est évident que ça ne suffit pas.

Il y a aussi les « classes moyennes », à savoir surtout des couches qui soit se sont enrichies, soit ont simplement vu leur situation s'améliorer, durant les années Lula qui sont celles d'une « redistribution » qui fut, en fait,

un ruissellement permis par les prix des matières premières et de l'agro-alimentaire dans les années 2000-2008, puis qui voient un gouffre s'ouvrir sous leurs pieds avec la crise et évoluent vers la droite dans le cadre des « affaires de corruption ».

Il y a enfin des couches populaires dans les favelas, passées d'un clientélisme à un autre et que le syndicalisme de masse et le PT n'ont jamais véritablement organisées, parmi lesquelles les communautés catholiques de base sont de plus en plus en plus supplantées par les églises protestantes évangélistes et pentecôtistes.

S'ajoutent sans doute à ces trois couches électorales pas mal de fonctionnaires et, bien entendu, le milieu militaire et policier.

Ce que les bolsonaristes préparent c'est la prise d'assaut des organisations ouvrières, paysannes et étudiantes -CUT, Conlutas, MST, MTST, PSOL ...- et les agressions sexistes et homophobes généralisées.

Ces trois ou quatre couches électorales ne forment une majorité potentielle que par la sidération et la démoralisation dans le camp social ouvrier et paysan, déjà marqué par la défaite qu'a constitué le coup d'État à froid contre Dilma et Lula permis par leur politique et perpétré par leurs alliés -de ce point de vue, on rappellera qu'avant Hitler le

mouvement ouvrier allemand avait subi les défaites de Brüning et von Papen ainsi que celle de la confusion du plébiscite rouge-brun en Prusse et de la grève des transports berlinois fin 32.

L'ambiance est telle que ce second tour n'a rien de démocratique : il se fait déjà, localement, sous la terreur, et nationalement, sous la menace d'un coup d'État et d'émeutes si Bolsonaro n'est pas élu. Cela veut dire affrontement dans tous les cas.

Bien entendu, il faut voter Haddad mais ça ne suffit pas. La question des armes dans les luttes sociales en Amérique latine a été présente, mais confisquée par les minorités éclairées. Aujourd'hui la question des armes doit être posée dans les syndicats de la métallurgie et chez les sans-terres notamment, dans les États du Nordeste où Bolsonaro reste minoritaire électoralement et qui formeraient une poche assiégée, de l'extérieur et, de l'intérieur, par les bandes armées des latifundiaires, s'il est élu. La question des armes doit être envisagée partout, avec des comités unitaires locaux, régionaux, nationaux, préparant la défense contre les bandes armées et militaires.

Il n'y a pas de raccourci, il y a une responsabilité. Non pas pour provoquer, mais pour éviter ou limiter, le bain de sang, résister et contre-attaquer, il faut que les ouvriers, les paysans, les étudiants, aient des armes. L'état d'esprit

tourné vers ce combat sera la première arme.

EleNao, la lutte commence, **28/10/18**

Bolsonaro est élu.

On peut s'épancher et lever les bras au ciel. On l'a assez fait. Il y a au moins une chose qui semble assez massivement comprise, c'est ce qu'est Bolsonaro.

Voici enfin, et il fallait que ce soit un évènement terriblement négatif, un fait qui est ressenti comme notre alors qu'il est sur un autre continent. L'unité mondiale de la lutte des classes est une réalité et l'internationalisme, son expression côté opprimés et exploités, est, lui, à reconstruire – rapidement, ce qui est parfaitement possible, mais rapidement, puisque cet ennemi de l'humanité qui n'a cure de la crise climatique annonce le grill de l'Amazonie. Il faut suivre de près la situation.

Du point de vue de la démocratie, dire clairement que cette élection n'est pas légitime. Pas parce que l'élection d'un « méchant » n'est pas légitime, mais pour des raisons claires : il est le produit d'un coup d'État, celui qui a destitué Rousseff et emprisonné Lula, coup d'État qui a échappé à ses auteurs, lesquels auteurs étaient eux-mêmes le produit des compromissions du PT avec un

ordre social qui, lui, n'a eu aucune reconnaissance.

Ajoutons que l'élection présidentielle par nature n'est pas démocratique, et qu'une faiblesse décisive du PT, qu'il prenait pour sa force, s'appelait Lula : des millions votaient pour le sauveur et padre sans être organisés eux-mêmes et une fois Lula enfermé, n'ont pas voté PT et ont parfois, souvent dans les couches les plus pauvres, voté Bolsonaro.

Leçon pour le monde entier : les concessions et compromissions aux dominants ne reçoivent aucune reconnaissance et aucune modération en retour.

La question de l'auto-défense des organisations ouvrières, paysannes, étudiantes, de sans-logis, des universités, des indiens, des femmes, des LGBT, et donc la question de leur armement, est posée.

L'auto-défense nécessite unité et organisation par en bas, dans chaque localité. Son but n'est pas d'affronter la majorité électorale de Bolsonaro mais de défendre les bastions de la démocratie et de contre-attaquer chaque fois que possible, précisément pour faire douter et effriter cette masse.

Mais affronter les nervis qui vont attaquer, c'est indispensable. Ils ont dit eux-mêmes ce qu'il en est de la question des armes en envoyant la police enlever dans une université une banderole qui disait « *Plus de livres et moins*

d'armes » : pour les livres il va donc falloir des armes.

L'avenir commence par la lutte défensive. Le bilan politique en fait partie. L'avenir commence maintenant.

Qu'est-ce qu' **APLutSoc.** arguments pour la lutte sociale

Ce bulletin, ou circulaire, est rédigé par des militants pour qui le siècle commencé est gravement menacé par le capital, et pour qui la révolution prolétarienne, prise en main de leur destinée collective par les exploités et les opprimés eux-mêmes, est plus que jamais à l'ordre du jour.

Il a pour but de fournir des arguments, des éléments politiques, des propositions d'action et matière à débats à toutes celles et tous ceux qui veulent ouvrir, en France et au niveau international, une issue politique aux luttes sociales qui ne cessent pas, par le regroupement et le débat politiques permettant la construction d'un parti révolutionnaire et démocratique représentant les opprimés et exploités.

Nous nous efforcerons, en règle générale, de produire, d'une part, des articles courts voire des « modèles de tract » destinés à mettre l'accent sur les questions importantes qui peuvent servir de point d'appui ou faire débat et, d'autre part, des analyses plus approfondies.

Bien entendu, ce bulletin est ouvert à toute contribution, critique ou remarque.

LN Chantereau, Olivier Delbeke, Robert Duguet, Alexis Mayet, Luigi Milo, Vincent Presumey.

**Vous ne voulez pas nous perdre de vue ?
Abonnez-vous au blog sur :**

aplutsoc.org

**Vous y retrouverez toutes nos analyses,
prises de positions et débats.**